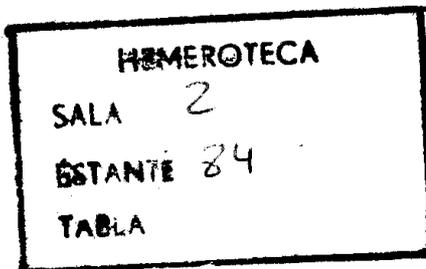
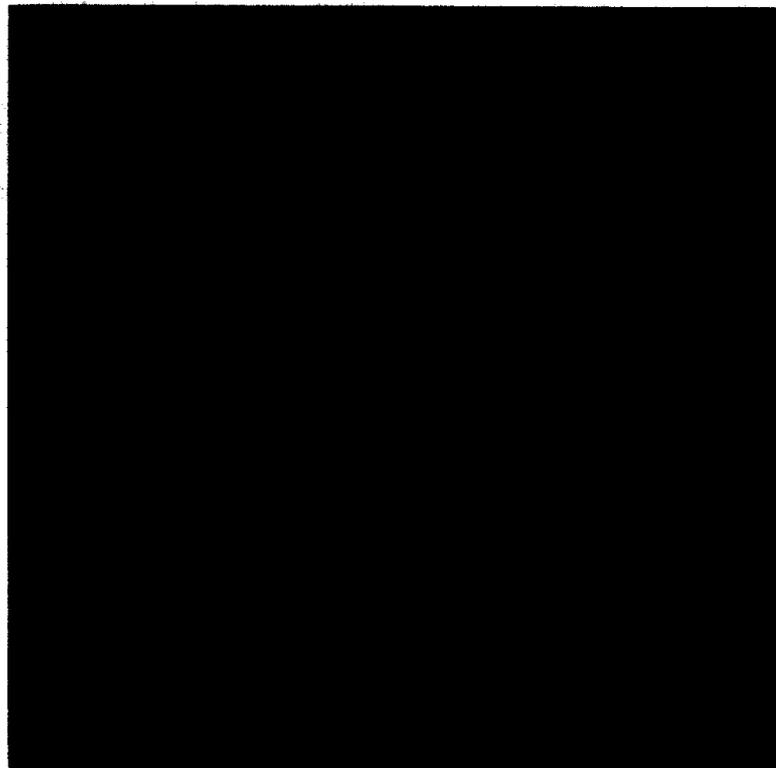


94^e année



1976

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

Lois	685
Arrêtés.....	689
Instructions	690
Proposition de directive présentée par la Commission des Communautés européennes.....	691

IV. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES :

Sociétés en général	693
Sociétés à responsabilité limitée	694
Sociétés anonymes	696
Commissariat aux comptes	697
Procédures collectives	698
Sociétés d'investissement	698
Sociétés civiles professionnelles	699
Sociétés de recouvrement de créances.....	700

V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages.....	703
Articles et notes de jurisprudence.....	709
Ouvrages et monographies reçus.....	712

VI. — INFORMATIONS

715

TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

- Droits et devoirs des initiés dans les sociétés par actions. Un exemple de collaboration entre la C.O.B. et la justice pénale, par Christian GAVALDA 589
- Droit des sociétés et régime de communauté entre époux, par Jacques BARDOUL 609

II. — JURISPRUDENCE :

I. — Sociétés à responsabilité limitée.

- Assemblée générale. Convocation par mandataire de justice. Demande d'un associé. Président du tribunal de commerce. Compétence spéciale. Mise en demeure du gérant. Départ. Demande irrecevable. Reims, 17 juillet 1975, note J.H. 631
- Exception d'incompétence soulevée tardivement. Rejet. Désaccord entre associés. Urgence. Nomination d'un administrateur judiciaire. Com., 5 janvier 1976, note Monique GUILBERTEAU.. 635

II. — Procédures collectives.

- Dirigeants sociaux. Passif social. Comblement. Art. 100, loi 13 juillet 1967. Défaut de paiement par le dirigeant social. Règlement du passif durant l'instance d'appel. Liquidation des biens (non). Com., 28 juin 1976, note A. HONORAT. 640
- Société de fait. Éléments constitutifs. Absence d'*affectio societatis*. Absence de participation aux bénéfices et aux pertes. Entreprise individuelle. Procédures collectives. Extension à un membre du personnel. Limoges (1^{re} ch. civ.) 5 juillet 1976, note Dominique RANDOUX 642

III. — *Droit fiscal des sociétés.*

Société fictive. Maintien d'une S.A.R.L. après la réunion de toutes les parts entre les mains d'un seul associé. Prête-noms. Inopposabilité à l'administration fiscale des conventions occultes. Imposition à la date de la liquidation officielle. Cons. Etat (7^e et 8^e sous-sect.) 12 mai 1976, note Maurice COZIAN..... 646

Entreprises dépendantes. Transfert de bénéfices à l'étranger. Régime d'imposition. Art. 57 C.G.I. Cons. Etat (8^e et 9^e sous-sect.) 2 juin 1976, note René BLANCHER 651

IV. — *Droit pénal des sociétés.*

Abus de biens sociaux. Action publique. Prescription. Point de départ. Action civile. Recevabilité. Parties civiles cautions de dettes de la société. Mandataires sociaux poursuivis pour abus de biens sociaux et délits assimilés à la banqueroute. Règle de l'égalité des créanciers. Crim., 25 novembre 1975, note Bernard BOULOC... 655

V. — *Droit international privé des sociétés.*

Comité d'entreprise. Siège social. Ord. 22 février 1945. Applicabilité. Qualité d'employeur en France. Société de siège étranger. Comité central d'entreprise. Institution obligatoire. Aménagements nécessaires de l'ordonnance en raison de la présence à l'étranger du siège social. Filiale française d'un groupe multinational de sociétés ? (non résolu par l'arrêt). Cons. Etat (ass.), 29 juin 1973, note Jean-Louis BISMUTH..... 663

VI. — *Sociétés civiles immobilières.*

Société de construction. Société fictive et de façade. Promoteur. Responsabilité. Obligation de résultat. Garantie due aux souscripteurs de parts. Civ. (3^e ch.), 20 janvier 1976, note Jean-Pierre GASTAUD 671

VII. — *Groupements d'intérêt économique.*

Passif social. Obligations des membres. Dettes du groupement. Vaine mise en demeure. Responsabilité personnelle et solidaire des membres. Tribunal de grande instance d'Auxerre, 10 mars 1976, note J.G..... 679